In Memoriam: Jean Rochon, 1938–2021

Richard Massé^{1,2,3} · Marc-André Maranda²

Published online: 19 January 2022

© The Author(s) under exclusive license to The Canadian Public Health Association 2022

Jean Rochon

Préface de la Rédactrice-en-chef : Le 16 octobre 2021 décédait D^r Jean Rochon, un pionnier de la santé publique moderne au Québec, au Canada et sur la scène internationale. Récipiendaire du prix R.D. Defries et de nombreux honneurs, sa longue et fructueuse carrière a marqué durablement la société québécoise et la santé publique canadienne. Pour lui rendre hommage, la RCSP ouvre ses pages à deux de ses proches collaborateurs, Richard Massé qui est aussi Rédacteur associé de la revue et Marc-André Maranda.

À l'occasion du décès de Jean Rochon, le « Père de la santé publique moderne du Québec », collègues et ami.e.s ont dessiné le portrait d'un homme exceptionnel,

préoccupé par l'amélioration des conditions de vie et de santé, par la démocratie, par le développement social. Il n'est plus avec nous mais sa pensée et ses réalisations vont perdurer. Elles vont continuer d'influencer les générations montantes, comme il a su, tout au long de sa vie, profondément marquer les personnes qui l'ont côtoyé.

Homme érudit, d'une intelligence remarquable, il était doté d'une vision d'ensemble, d'une capacité d'analyse fine et d'un esprit de synthèse hors du commun. Il s'est distingué par sa constance, sa rigueur, sa grande disponibilité, son don de pédagogue et son profond respect de l'autre.

D'abord diplômé en droit, puis en médecine, Jean Rochon obtiendra un doctorat en santé publique de Harvard. Universitaire émérite, expert reconnu tant au Québec, au Canada qu'à l'international, Jean Rochon est demeuré à l'écoute et à la portée des gens, peu importe leur statut social. Humaniste, il était à l'aise dans le simple et le vrai. Homme d'État, il nous a laissé le modèle de celui qui est animé par l'essentiel des questions, moins par la « joute politique ». Il était d'une confiance indéfectible en la capacité des communautés et des personnes à trouver, avec les conditions et l'appartenance qui leur sont propres, les moyens d'améliorer leur santé et leur développement. Jean Rochon a marqué l'histoire de la société québécoise. Au-delà de son immense contribution à la Santé publique, on ne saura ignorer son apport important en matière de politiques sociales et de réduction des inégalités, dans une parfaite continuité et une grande cohérence entre le discours et l'action.

On retiendra quatre zones d'influences dans sa carrière : l'universitaire et le pédagogue; le président de la Commission d'enquête qui porte son nom; l'expert international; l'homme d'État et innovateur social.

Universitaire, dès son retour de Harvard au début des années 70, il va fonder à l'Université Laval avec sa conjointe Thérèse Morais, Louis Bernard et Fernand Turcotte, le Département de médecine sociale et préventive en préconisant l'introduction, dans l'enseignement de

✉ Richard Massé
richard.masse@umontreal.ca

¹ Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik, Québec, Kuujuaq, Canada

² Ministère de la Santé et des Services sociaux, Québec, Québec, Canada

³ Université de Montréal, Montréal, Québec, Canada

la médecine et la recherche, de concepts liés à de multiples disciplines qu'il estimait essentiels pour comprendre l'univers complexe de la santé.

Il deviendra directeur du Département de santé communautaire (DSC) du Centre hospitalier de l'Université Laval, un milieu dont il fera un véritable laboratoire d'innovations avec l'objectif de favoriser une meilleure assise pour la prévention et la promotion en milieu hospitalier. Il en profitera pour faciliter l'implantation des premiers Centres locaux de Services communautaires (CLSC) de sa région, dont un doté d'une vocation universitaire, créant ainsi un lieu de formation et de recherche en dehors du milieu hospitalier. Il parviendra à réunir les quatre facultés de médecine du Québec pour former les principaux responsables des nouveaux DSC, développant un important partenariat avec les universités.

Nommé doyen de la Faculté de médecine de l'Université Laval en 1979, Jean Rochon a donné un élan significatif à la révision du cursus des études spécialisées en santé communautaire, devenue médecine préventive et santé publique. Il a favorisé la création de plusieurs programmes de formation de deuxième et de troisième cycles, et développé des alliances, tant au Québec qu'au Canada et à l'étranger. Pour des générations d'étudiant.e.s et de professionnel.le.s, il aura été un véritable « mentor ».

En 1985, Jean Rochon deviendra le président de la Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux dont le mandat consistait principalement à « *évaluer le fonctionnement et le financement du système de santé et de services sociaux et à proposer les solutions appropriées* ».

Il a su inculquer à toute la démarche de la Commission une vision large de la santé et de la prévention comme moyen d'améliorer la santé et de limiter la croissance des coûts. Il a insisté sur l'importance de renforcer la première ligne et les pratiques sociales dans le réseau de santé. Les principales recommandations reflètent d'ailleurs les grands principes qu'il aura défendus tout au long de sa carrière :

- Un système centré sur l'atteinte de résultats mesurables en matière d'amélioration de la santé et du bien-être de toute la population;
- Une action sur les facteurs déterminants de la santé s'appuyant sur des démarches intersectorielles;
- Un système essentiellement public dans son fonctionnement et son financement;
- Une participation rehaussée des citoyennes et des citoyens;
- Une régionalisation accrue de la gestion des soins et des services.

On va notamment retenir un constat choc : « *Un système [en otage] ... devenu prisonnier des innombrables groupes*

d'intérêt qui le traversent ... [un système où] la personne à aider, la population à desservir, les besoins à combler, les problèmes à résoudre, bref le bien commun avaient été oubliés au profit des intérêts propres à ces divers groupes ».

Expert international reconnu, Jean Rochon a effectué un passage remarqué à l'OMS, d'abord à Copenhague comme adjoint du directeur régional du Bureau d'Europe, puis à Genève comme directeur de la nouvelle Division de la Protection et de la Promotion de la santé. C'est là qu'il mûrit le projet de se lancer en politique, inspiré par les recommandations de son rapport et ses observations des systèmes de santé décentralisés des pays nordiques, fondés pour l'essentiel sur la régionalisation et la décentralisation des soins et des services de première ligne.

Élu député en septembre 1994, il est nommé ministre de la Santé et des Services sociaux. Nous nous souviendrons de l'homme d'État, grand innovateur social, un penseur mais aussi un agent de changement. À ce titre, nous retiendrons :

- La mise sur pied du virage ambulatoire, premier ministre de la Santé à reconnaître l'existence de l'hospitalocentrisme;
- L'introduction du régime public d'assurance médicaments assorti d'une clause d'évaluation post-implantation, une première;
- La Loi concernant la lutte contre le tabagisme qui a servi de modèle, notamment en ce qui a trait à l'interdiction des commandites par l'industrie du tabac;
- La consolidation et la rationalisation du réseau hospitalier universitaire (CHU);
- L'élaboration d'un cadre légal pour la pratique sage-femme doté également d'une clause évaluative;
- La création de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), de l'Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé, qui deviendra plus tard l'INESSS, ainsi que la création d'Héma-Québec.

Comme ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie, on lui doit la publication de la première politique de la science et de l'innovation : « *Savoir changer le monde* » qui embrasse toutes les sciences, y compris les sciences sociales. Il y fait une place au concept d'« innovation sociale », alors qu'on en avait que pour l'innovation technologique.

Ministre du Travail et ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, il soutiendra le développement social, créant un lien étroit entre différentes lois et politiques d'une part et les déterminants de la santé et du bien-être d'autre part. Il a piloté le développement de la Loi sur la pauvreté et l'exclusion sociale qui vise la prévention de la pauvreté, dès la petite enfance, et qui dote le Québec de divers instruments de mesure, d'évaluation et d'interventions pour diminuer les inégalités. Depuis vingt

ans, la Loi donne des leviers à celles et ceux pour qui la justice sociale est un objectif incontournable.

Comme ministre du Travail, on lui doit des réformes majeures au Code du travail et à la Loi sur les normes du travail, dont trois réalisations significatives :

- Un dispositif sur le harcèlement psychologique en milieu de travail, une première en Amérique du Nord;
- La création de la Commission des relations du travail devenue le Tribunal Administratif du Travail en 2016;
- Une politique d'ajustement annuel du salaire minimum en fonction de critères clairs et objectifs, un outil de référence toujours en usage.

Toutes les pièces législatives qu'on lui doit portent invariablement l'empreinte de la même pensée, des mêmes grandes orientations qu'il aura défendues dans les rôles qu'il a assumés, signe de continuité, de cohérence et d'une vision large de la santé et du développement social.

Après son passage en politique, toujours animé par une volonté de transfert des connaissances et du rayonnement de l'approche populationnelle, il a apporté son soutien à plusieurs dossiers à l'INSPQ dont l'Initiative pour le partage des connaissances et le développement des compétences qui a permis de former un bon nombre de professionnels et cadres du réseau québécois. Il a occupé la présidence du Conseil d'orientation du Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé et contribué au programme de formation canadien FORCES organisé par la Fondation canadienne pour l'amélioration des services de santé. Il aura aussi soutenu et développé de nombreux projets internationaux d'échange et de collaboration, tant en Europe qu'en Amérique.

Jusqu'à la toute fin, malgré la maladie, Jean Rochon travaillait encore. Sa dernière contribution aura été de mobiliser des collègues et d'amorcer un chantier de réflexion collective sur l'avenir de la santé publique après la pandémie. Sujet très pertinent et combien actuel!

Puissent son souvenir et ses pensées nous accompagner encore longtemps.

Richard Massé, M.D., M.Sc., FRCPC, Rédacteur associé de la RCSP

Marc-André Maranda, M.A. Sc. Pol.

Invited Editorial

Preface from the Editor-in-Chief: Jean Rochon, a pioneer of modern public health in Quebec, throughout Canada and on the international stage, died on October 16, 2021. Rochon, a recipient of the R.D. Defries Award and numerous other honours, had a long and successful career that

left a lasting stamp on Quebec society and the Canadian public health sector. To pay tribute to Rochon, the Canadian Journal of Public Health asked two of his close associates, Richard Massé (also Associate Editor of the CJPH) and Marc-André Maranda, to write a few words.

When Jean Rochon, a man so key to modern public health in Quebec, passed away, his colleagues and friends recalled an exceptional man who cared deeply about improving living and health conditions, democracy, and social development. He may no longer be with us, but his philosophy and accomplishments will live on. Rochon will continue to influence generations to come, in the same way as he left his mark on those who knew him during his lifetime.

Rochon was a learned man blessed with a brilliant intellect, an all-encompassing vision, a keen analytical mind, and an extraordinary ability to look at the big picture. He stood out for his steadfastness, conscientiousness, generosity with his time, teaching talent, and profound respect for others.

After graduating with degrees first in law, then in medicine, Jean Rochon earned a doctorate in public health from Harvard University. Although Rochon was a distinguished academic and a leading expert not only in Quebec and throughout Canada, but also the world over, common people always had his ear, regardless of social status. A humanist, he was at home with the simple and the true. A statesman, he bequeathed to us the example of a man for whom getting at the heart of the matter was more important than playing political games. He had an unwavering confidence in the ability of communities and individuals to find ways specific to their conditions and background to improve their health and development. Jean Rochon marked Quebec social history. His contribution to public health was tremendous, yet we must not overlook how much he brought to social policy, striving to reduce inequality, and how he consistently put his money where his mouth was.

Rochon left his mark through four aspects of his career: his university and teaching work; his chairing of the eponymous Commission of Enquiry; his internationally recognized expertise; and his statesmanship and social innovation.

After returning from Harvard in the early 1970s, Rochon the academic would go on to establish the Department of Social and Preventive Medicine at Laval University with his wife Thérèse Morais, Louis Bernard, and Fernand Turcotte. In that medical and research department, he advocated for incorporating concepts from many other disciplines that he deemed essential to understanding in the complex field of health.

He would go on to become the director of the Community Health Department (Département de santé communautaire, DSC) of Laval University's Health Centre. He would turn the DSC into a veritable laboratory of innovations, all in the name of laying a better foundation for prevention and health

promotion in the hospital setting. Rochon used the DSC as a springboard to establish the first local community health centres (CLSCs) in his region, including a teaching one, thereby creating a space for training and research outside the hospital setting. He was successful in bringing together Quebec's four faculties of medicine in order to train the heads of new DSCs, developing a strong partnership with the universities along the way.

Following his appointment as Dean of the Laval University Faculty of Medicine in 1979, Jean Rochon was the driving force behind the revision of the specialized community health curriculum, which would become preventive medicine and public health. He spearheaded the creation of a number of graduate and postgraduate training programs and forged alliances within Quebec, throughout Canada and internationally. For generations of students and professionals, he was a true mentor.

In 1985, Jean Rochon was appointed Chair of the Commission of Inquiry on Health and Social Services, whose mandate was essentially to assess the operation and funding of health and social services and recommend appropriate solutions.

He was able to instill in the Commission, throughout its remit, a broad vision of health and prevention as a means to improve health and limit rising costs. He stressed the importance of strengthening the front line and social practices in the health system. Essentially, the Commission's main recommendations reflected the principles he defended throughout his career:

- A system focused on achieving measurable results in terms of improving the health and well-being of the entire population
- Intersectoral action on the determinants of health
- A primarily public system in both operation and funding
- Enhanced citizen participation
- Increased regionalization of the management of care and services.

One memorable and shocking finding of the commission: [Translation] *The system had been taken prisoner by a host of special interest groups... [in the system] the person to be helped, the population to be served, the needs to be met, the problems to be solved—in short, the common good—had been subsumed in the special interests of different groups.*

Jean Rochon was a recognized international expert who had a distinguished stint at the World Health Organization, first in Copenhagen as the Assistant Director for the European Regional Office, then in Geneva as the director of the new Division for Health Protection and Promotion. It was during his time with WHO that his plan to go into politics fell into place, inspired by the recommendations of his report and his observations on Nordic countries' decentralized

health systems and their emphasis on the regionalization and decentralization of front-line care and services.

After being elected as an MNA in September 1994, he was appointed Minister of Health and Social Services. We will remember Rochon the statesman, the great social innovator, who was not only a thinker but also an agent of change. In terms of policy, he will be remembered for:

- The shift to ambulatory care; Rochon was the first Quebec health minister to recognize the overreliance on hospital-based medicine
- The introduction of a public prescription drug plan, with a provision for it to be evaluated after implementation—a first
- The Tobacco Control Act, which inspired legislation elsewhere, particularly in its prohibition of sponsorship by the tobacco industry
- The consolidation and rationalization of the university hospital centre network
- The development of a legal framework for midwifery, again with a provision for its evaluation once implemented
- The creation of the *Institut national de santé publique du Québec*, (INSPQ; Quebec National Institute of Public Health), the *Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé* (health technology and intervention methods evaluation unit (later the INESSS)) and Héma-Québec.

In his role as the minister of research, science, and technology, he pioneered "Knowledge to Change the World", the first science and innovation policy to encompass all fields of science, including the social sciences. Rochon made room in the policy for the concept of "social innovation", whereas innovation had previously been seen as exclusively technological.

As labour minister and the minister of employment and social solidarity, he would support social development by establishing a clear link between laws and policies on the one hand and the determinants of health and well-being on the other. He spearheaded the development of the Act to Combat Poverty and Social Exclusion, whose goal is to prevent poverty right from early childhood, and which gives Quebec various measurement, evaluation, and response tools to lessen inequality. For the past 20 years, the Act has given defenders of social justice the means to do just that.

As labour minister, he made major reforms to the Labour Code and the Act respecting Labour Standards, including three major achievements:

- A provision on psychological harassment in the workplace, a first in North America

- The 2016 creation of the Labour Relations Commissions, later the Administrative Labour Tribunal
- A policy for annual indexation of the minimum wage, based on clear and objective criteria, that is still used to this day as a reference.

All these pieces of legislation bearing Rochon's stamp were imbued with the same spirit and embodied the same broad lines he tirelessly pursued whatever his role. They reflected his ongoing commitment to an expansive, coherent view of health and social development.

After his political career, he remained driven by a desire to spread knowledge and the population-based approach. He lent his support to a number of INSPQ endeavours, including an initiative for knowledge sharing and skills development that helped train many professionals and administrators working in the Quebec health care system. He chaired the Advisory Board of the National Collaborating Centre

for Healthy Public Policy, and contributed to the EXTRA executive training program organized by the Canadian Foundation for Healthcare Improvement. He also supported and developed numerous international exchange and collaboration projects in both Europe and the Americas.

Despite his illness, Jean Rochon continued to work until the very end. His last contribution to public health was to engage his colleagues and launch a collective reflection on the post-pandemic future of public health. A very apropos and timely theme!

May his memory and philosophy remain with us for many years to come.

Richard Massé, MD, MSc, FRCPC, CJPH Associate Editor
Marc-André Maranda, MA Pol Sc

Publisher's note Springer Nature remains neutral with regard to jurisdictional claims in published maps and institutional affiliations.